

Commentaires sur le texte de Reiner Tosstorff

Le texte de Tosstorff présenté ici est un résumé en dix pages d'un ouvrage qui en fait 900. C'est dire que l'auteur a été obligé de faire des raccourcis et qu'on ne peut lui en tenir rigueur. Il ne fait pas de doute que lorsque la version « poche » du livre sera accessible (environ 50 euros contre 240 pour la version actuellement disponible) elle constituera une source incomparable sur l'histoire de l'Internationale syndicale rouge.

Il reste que malgré les raccourcis inévitables, le résumé nécessite quelques commentaires.

◆ Anarchistes contre les syndicats

Par exemple Tosstorff nous dit qu'il y a eu « des courants anarchistes non négligeables qui rejetaient fortement le travail dans les syndicats puisque, par leur nature, ils étaient naturellement enclins au réformisme ». Cette formulation est beaucoup trop schématique pour être acceptable. Il est vrai que dans les années 1890 le mouvement anarchiste (en France en tout cas) était très influencé par l'individualisme et rejetait le syndicalisme, qualifié parfois de « réactionnaire ». Rappelons cet article du *Libertaire* de mai 1897 – et il fut loin d'être le seul – qui considérait que se syndiquer, c'était « faire oeuvre bourgeoise, réactionnaire »¹. Rappelons aussi que le courant anarchiste communiste ibérique consacra des efforts considérables à détruire le mouvement syndical héritier de la Fédération espagnole de l'Internationale.

Nombre d'anarchistes se réfugièrent dans l'idée que la lutte revendicative était intrinsèquement réformiste, que seule comptait l'action qui menait *directement* à la révolution [quelle action mène *directement* à la révolution ???], et qu'ils ne devaient pas se disperser dans l'action syndicale – à un moment où la répression étatique se faisait très vive et la montée de la tendance réformiste dans la CGT prenait de l'ampleur.

Une partie du mouvement anarchiste s'opposa à ce qu'il considérait comme une logique d'absorption de la CGT : il fallait « rester complètement anarchiste, dans les syndicats comme ailleurs »². Le problème est que l'idée de « rester complètement anarchiste dans les syndicats » a pour conséquence : soit la remise en cause de toute revendication immédiate et partielle, ce qui dans les faits conduit à rendre inutile l'existence des syndicats ; soit la transformation des syndicats en groupes affinitaires, comme ce fut le cas de la Fédération jurassienne à la fin. C'était incohérent. Le compte rendu fait par Marc Pierrot d'une conférence du militant suisse Bertoni, organisée en 1910 par *Les Temps Nouveaux* est significatif. On peut y lire ce commentaire : « Nous ne pouvons rien attendre que de l'expropriation »³. (Que fait-on en attendant ?) Il va de soi que, puisque pour les anarchistes l'action revendicative au jour le jour n'avait pas lieu d'être, les travailleurs eurent vite fait de comprendre qu'il ne fallait pas compter sur ceux des

1 H. Dhorr, « La Loi des salaires », *Le Libertaire*, n° 78, 5-11 mai 1897.

2 J. Mesnil, *l'Esprit révolutionnaire*, in *Les Temps Nouveaux*, 13 mars 1909. Ce débat est décrit avec précision par Maurizio Antonioli dans *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme, Organismes spécifiques et organismes de masse : le débat au début du siècle (1907-1914)*, éditions Noir & Rouge.

3 M. Pierrot, « La Conférence de Bertoni », *Les Temps Nouveaux*, 11 juin 1910. On n'est pas certain que Bertoni lui-même ait prononcé ces paroles; il ne s'agit que d'un compte rendu de ses propos, sujet à interprétation.

anarchistes communistes qui développaient cette thèse. Ajoutons que Marc Pierrot était médecin, journaliste et critique d'art et devait être personnellement peu sensible à une augmentation, même minime, des salaires ouvriers, ou à une diminution, même minime, du temps de travail.

Si le débat anarchisme/syndicalisme révolutionnaire a pu prendre une tournure parfois vigoureuse, il convient de préciser que ce débat était essentiellement le fait des anarchistes « spécifiques » qui n'étaient pas à la CGT et qui pour la plupart n'auraient pas pu y adhérer, n'étant pas salariés. La plupart des « ténors » du mouvement anarchiste de l'époque – ceux qui écrivaient dans les nombreuses revues anarchistes – n'étaient pas des travailleurs salariés.

Malatesta, fin observateur, fit le constat que cette situation « a induit beaucoup de camarades à se retirer du mouvement syndical et même à le combattre comme quelque chose de réactionnaire et de nuisible ». La conséquence, reprend Malatesta, en a été que « notre influence parmi ces ouvriers a diminué et que le champ a été laissé libre à ceux qui désiraient exploiter le mouvement dans un intérêt personnel ou dans un intérêt de parti »⁴. Le constat est sévère.

Le militant syndicaliste révolutionnaire Alfred Rosmer déclara en septembre 1912 que « la plus grande partie d'entre eux [*les anarchistes*] ne sont pas dans la CGT. Ils sont en dehors de la CGT parce qu'ils ne sont pas ou ne peuvent pas être syndicalistes »⁵. Rosmer, tout syndicaliste révolutionnaire qu'il soit, n'éprouve pas une sympathie débordante pour les anarchistes, et il déforme un peu les faits. En effet, si beaucoup d'anarchistes ne sont pas à la CGT parce qu'ils ne peuvent pas se syndiquer, les rapports de police montrent qu'à la veille de la guerre la plupart des anarchistes *en mesure de se syndiquer* sont à la CGT. Ils ne sont simplement plus identifiables en tant qu'anarchistes.

Un rapport de police datant de 1908⁶ lie la chute des ventes du *Libertaire* au fait que « l'intégralité ou presque de ses lecteurs sont maintenant syndicalistes et ne trouvent plus de quoi les intéresser dans ce journal ». Ce rapport dit que « la situation du journal "Le Libertaire" est absolument désespérée »; « ...il ne répond plus à aucun besoin ; le genre anarchiste qu'il représente n'existe pour ainsi dire plus. Actuellement, presque tous les anarchistes sont syndicalistes et antimilitaristes d'abord, et les journaux représentant ces conceptions et ces méthodes d'action ne manquent pas et offrent plus d'intérêt que le "Libertaire" qui, malgré tous ses efforts, n'a pu se mettre absolument à l'unisson. » Voilà un diagnostic qui dévoile assez précisément la situation du mouvement anarchiste de l'époque.

Le rapport poursuit : « Certes, il y a encore des anarchistes non syndicalistes, mais pas en nombre suffisant pour faire vivre un journal, et précisément pour ceux-là aussi, le "Libertaire" ne présente plus d'intérêt, ayant trop voulu faire du syndicalisme. Bref, il est trop syndicaliste pour les anarchistes purs, et pas assez pour les autres. » Le rapport de police est pessimiste sur l'avenir du journal : « Sébastien Faure interviendra sans doute encore pour en retarder la disparition définitive, mais cette disparition est fatale. Seule *L'Anarchie*, malgré les dissentiments de ses rédacteurs et son manque presque absolu de lecteurs, continue à être dans une bonne situation budgétaire, grâce à ses mystérieuses ressources. » (*Je souligne.*) On ne s'attardera pas plus avant pour savoir en quoi consistaient ces « mystérieuses ressources ».

Il en résulte que si Tosstorff a raison de dire qu'il eut des anarchistes opposés au syndicalisme, il faut aussi préciser que cette situation ne dura pas et que rapidement, de 1897, par exemple (date de l'article du *Libertaire*) à 1908 (date du

4 Malatesta, « Anarchisme et syndicalisme », *Les Temps Nouveaux* 28 décembre 1907.

5 A. Rosmer, *Il sindacalismo francese e le mensogne di Cesare Alessandri*, in « L'Internationale », 27 septembre 1912. Cité par Maurizio Antonioli, *op. cit.*

6 Archives nationales, Site de Pierrefitte-sur-Seine, Fonds de Moscou, versement 19940494 art. 54.

rapport de police mentionné), la situation s'inversa, du fait même de la contribution décisive des anarchistes à la formation du courant syndicaliste révolutionnaire.

◆ Adhésion envers la révolution bolchevique

Tosstorff a l'air surpris que les anarchistes aient soutenu la révolution russe, au début. Il écrit : « Qu'est-ce qui explique cette réelle adhésion envers la révolution bolchevique ? C'est d'autant plus surprenant que, d'une manière ou d'une autre, de nombreux syndicalistes révolutionnaires venaient de l'anarchisme ou étaient influencés par lui ; pour eux, toutes les variétés de politique marxiste étaient suspectes. »

Les vieux militants que j'ai connus lorsque j'étais un jeune militant nous racontaient que tout le monde pensait que les bolcheviks étaient des bakouniniens. (Beaucoup de bolcheviks le crurent aussi lorsque Lénine exposa ses « thèses d'avril »...) Les soviets apparaissaient comme les équivalents russes des bourses du travail. Tosstorff dit d'ailleurs qu'« il suffisait d'un pas pour identifier les soviets avec les syndicats, les syndicats ouvriers. Cet argument se trouve dans de nombreuses déclarations de syndicalistes révolutionnaires de l'époque. » David Berry explique très bien cette adhésion des anarchistes à la révolution russe ⁷.

Pour de nombreux militants, les comités d'usine étaient une application évidente du syndicalisme révolutionnaire à la situation russe, ce qui explique que « toute une série d'organisations syndicalistes révolutionnaires – telles que l'Unione Sindacale Italiana (USI), la CNT, les délégués d'ateliers britanniques et la minorité révolutionnaire dans la CGT – exprimèrent officiellement l'intérêt qu'elles portaient envers le Komintern et envoyèrent des délégués à son deuxième congrès à l'été 1920. » (Tosstorff)

Ce sont des anarchistes qui ont fondé le premier parti communiste en France (que Moscou ne reconnut pas, bien entendu). Il y avait un enthousiasme extraordinaire pour la révolution russe, sur laquelle il n'y avait pratiquement pas d'information, ce qui autorisait tous les fantasmes. *L'État et la révolution*, qui fut traduit en français dès 1919 et qui ne fut malheureusement lu que superficiellement, fut interprété comme un net rapprochement du marxisme avec l'anarchisme. Par ailleurs beaucoup de militants étaient prêts à oublier certains aspects contestables des événements en Russie, sur la base du principe qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs.

L'adhésion des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires à la révolution russe est tout simplement l'attitude normale de militants révolutionnaires qui soutiennent une révolution qui a abattu une société de privilèges. Même réticents envers le marxisme, il apparaissait évident à tout le monde que le bolchevisme était un « marxisme » d'un genre nouveau et que faute d'informations suffisantes et précises, personne ne fut en mesure de porter sur lui un regard critique.

C'est ce qui explique, comme le dit Tosstorff, que lorsque « la social-démocratie s'est divisée en partisans et adversaires de la guerre, le syndicalisme (et l'anarchisme) ont également connu une évolution similaire, même si ces forces qui soutenaient la guerre représentaient une minorité. Il en résulte que le bolchevisme entra en contact avec des groupes de syndicalistes révolutionnaires de la gauche anti-guerre (Zimmerwald et Kienthal). » A Zimmerwald, précisons-le, les délégués émanaient tous d'un parti, sauf les deux Français qui étaient de la CGT.

Les vrais problèmes surgirent lorsque les informations sur la situation en Russie commencèrent à filtrer : une profonde fracture apparut dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire entre ceux qui considéraient qu'il fallait soutenir le pouvoir communiste envers et contre tout, et ceux qui considéraient que ce soutien était inacceptable. Il convient de préciser que cette fracture n'apparut que très

⁷ David Berry, *Le mouvement anarchiste en France, 1917-1945*, Éditions libertaires.

marginalement au sein du mouvement libertaire, mais qu'elle fut très profonde dans le courant syndicaliste révolutionnaire.

◆ La CGT contre le congrès de Londres de 1913

Le refus de la CGT de participer à Londres au congrès international syndicaliste révolutionnaire de 1913 est une affaire très complexe et ne peut être compris si on n'a pas à l'esprit :

a) que la Confédération avait abandonné à ce moment-là toute perspective révolutionnaire, et qu'elle n'était plus syndicaliste révolutionnaire.

b) que ses efforts étaient tournés vers des tentatives désespérées pour éviter la guerre et que sa stratégie ne passait pas par l'adhésion à une Internationale syndicaliste révolutionnaire.

Tosstorff nous dit que ce congrès « fut marqué par le refus de la CGT, qui était alors largement révolutionnaire, de se retirer de la Fédération internationale des syndicats, dominée par la social-démocratie, et par son refus d'adhérer à une internationale syndicaliste révolutionnaire à construire. »

D'abord, en 1913, la CGT n'était plus, depuis un moment, « largement révolutionnaire ». Depuis plusieurs années, elle avait progressivement abandonné ses principes syndicalistes révolutionnaires initiaux. Cela avait commencé au congrès d'Amiens, dont la fameuse « charte » ne fut pas l'exposé des principes du syndicalisme révolutionnaire mais la reconnaissance de la division du travail entre syndicat et parti. La fameuse « neutralité » proclamée dans cette « charte » est la simple acceptation de l'idée que le syndicat fait du syndicalisme et le parti de la politique. Peu après le congrès d'Amiens eut lieu un congrès du Parti socialiste (qui venait de s'unifier en 1905 et qui constituait dès lors un nouveau pôle d'identification de la classe ouvrière) lors duquel les délégués du parti s'étaient montrés très satisfaits du récent congrès de la CGT. Édouard Vaillant (député socialiste, ex-anarchiste) déclara que le congrès d'Amiens était une victoire sur les *anarchistes*, et Victor Renard, guesdiste et dirigeant de la puissante fédération CGT du Textile, triompha en disant que « les *anarchistes* qui prédominent à la CGT ont consenti à se mettre une muselière »⁸. On parle bien ici d'*anarchistes*, pas de syndicalistes révolutionnaires. La lecture attentive des débats du congrès d'Amiens montre bien que l'ennemi des réformistes, ce sont les *anarchistes*.

Édouard Vaillant, encore lui, déclara lors de ce congrès socialiste : « Les membres de la Confédération Générale du Travail ont montré, à Amiens, que leur conception s'accordait avec la nôtre beaucoup plus que nous ne le croyions et le Congrès d'Amiens a abouti à une conclusion que personne de nous n'eût pu espérer. C'est tout ce que nous pouvions attendre et la décision d'Amiens nous donne entière satisfaction⁹. » Une lecture attentive des comptes rendus intégraux des congrès de la CGT et du Parti socialiste permettrait de remettre à leur place un certain nombre d'idées reçues. Bref, si le congrès d'Amiens marqua la prétendue apogée du syndicalisme révolutionnaire, les socialistes réformistes se montrèrent très satisfaits du syndicalisme révolutionnaire.

Ces remarques révèlent, à côté d'un courant réformiste dans la CGT (Victor Renard du Textile, Keufer du Livre, et beaucoup d'autres), la présence d'un courant *anarchiste* manifestement fort, mais qui a subi une défaite au congrès d'Amiens ; et on sait qu'au sein du courant syndicaliste révolutionnaire il existait une fraction « moderniste », celle de Monatte et de la *Vie ouvrière*, qui était opposée aux *anarchistes*. On peut émettre l'hypothèse que cette fraction « moderniste » s'est vraisemblablement alliée avec les réformistes contre les *anarchistes*. Monatte

⁸ Cf. « L'anarcho-syndicalisme, l'autre socialisme », Jacky Toublet, Préface à *La Confédération générale du travail* d'Émile Pouget, Editions CNT Région parisienne, 1997.

⁹ Minutes du congrès socialiste de Limoges, novembre 1906, pp. 94-95. Cf. <https://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2008/07/congres1906o.pdf>

jouera plus tard un rôle essentiel dans le refus de la CGT de participer au congrès syndicaliste révolutionnaire de 1913. Après la révolution russe il s'opposa aux anarchistes qui refusaient l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Il y a une réelle cohérence dans cette série de prises de position.

Le déclin du courant syndicaliste révolutionnaire résulte de plusieurs facteurs :

- La montée irrésistible du courant réformiste dans la CGT, consécutive d'une part à l'adhésion d'un certain nombre de fédérations puissantes (Textile, Imprimerie) dirigées par des réformistes.
- Le remplacement progressif, par le jeu des élections, des élus révolutionnaires par des élus réformistes.
- L'échec, à partir de 1908, d'un certain nombre de grèves parfois sanglantes et toujours suivies d'une répression impitoyable qui contraignit la direction confédérale faire le choix de cesser la pratique de confrontation permanente pour favoriser, si possible, la négociation.

Le refus de la CGT de participer au congrès international syndicaliste révolutionnaire de 1913 a cependant d'autres explications que le simple rejet de l'action révolutionnaire. Cela faisait longtemps que le mouvement ouvrier français savait qu'il y aurait un jour une guerre entre la France et l'Allemagne. Il y eut en 1893 un congrès (donc deux ans avant la fondation de la CGT) convoqué par les bourses du travail, qui rassembla tout le mouvement ouvrier de l'époque. A l'unanimité moins une voix, ce congrès prit position en faveur de la grève générale en cas de guerre entre les deux pays. La CGT, ensuite, fit d'innombrables tentatives auprès des organisations ouvrières allemandes pour tenter de parvenir à un accord sur une action commune en cas de guerre. Toutes ces tentatives se heurtèrent à un refus méprisant de la part des dirigeants socialistes allemands. La CGT était alors membre de la Fédération internationale des syndicats, dont elle s'était retirée un moment pour protester contre le mépris avec lequel ses propositions d'action commune étaient accueillies, puis sous la pression des réformistes, elle réintégra la FSI. A tort ou à raison, la direction confédérale, obsédée par la perspective de guerre, a espéré jusqu'au dernier moment pouvoir amener les dirigeants socialistes allemands à un accord sur une action commune. Là se trouve la raison principale de son refus de participer au congrès de Londres de 1913: la conviction qu'il serait plus efficace de continuer de faire pression sur les dirigeants allemands de la FSI. Mais il y a une autre raison.

Ajoutons que Pierre Monatte joua un rôle décisif dans le refus de la CGT à participer à ce congrès. A cette époque il représentait, avec le journal *La Vie ouvrière*, une fraction « moderniste » au sein du mouvement syndicaliste révolutionnaire, opposée aux anarchistes. Son attitude par rapport au congrès de Londres de 1913 préfigure d'une certaine manière celle qu'il adoptera envers les révolutionnaires qui refuseront l'adhésion à l'ISR.

Le réponse à l'invitation au congrès n'avait pas été signée par la direction confédérale, mais par *La Vie ouvrière*. L'équipe de la *Vie ouvrière* avait repoussé comme « chimérique » l'espoir que le congrès de 1913 fournirait les moyens de mettre en œuvre la solidarité entre les minorités syndicalistes révolutionnaires des différents pays. Les avantages escomptés du congrès semblaient minimes, pensait-on, au regard des inconvénients qui pourraient résulter de la création d'une nouvelle Internationale : en effet, les militants français, constatant les scissions entre syndicalistes révolutionnaires et réformistes dans les autres pays, déclaraient que la création d'une nouvelle Internationale conduirait au durcissement des divisions déjà existantes et à la création de scissions là où il n'y en avait pas encore. C'est « évident comme un axiome. Cela n'a pas besoin d'être démontré », peut-on lire dans *La Vie ouvrière* du 5 septembre 1913 ¹⁰.

¹⁰ Voir Wayne Thorpe, *Towards a Syndicalist International : the 1913 London Congress*, (Digital edition)

◆ L'affaire du « pacte »

Tosstorff écrit: « ...En outre, derrière la majorité de la délégation française [*en Russie*], il y avait un “pacte secret”, orchestré par Victor Griffuelhes ¹¹, un vétéran de la CGT d'avant-guerre depuis longtemps marginalisé, en vue d'assurer sur l'opposition révolutionnaire dans la CGT une hégémonie syndicaliste révolutionnaire indépendante de toute ingérence de parti. »

De quoi s'agit-il ?

Un « pacte » daté de février 1921, signé par dix-huit syndicalistes révolutionnaires, dont Pierre Besnard – mais *pas* par Victor Griffuelhes – suscita une certaine indignation, de bonne foi du côté des libertaires, mais surtout de mauvaise foi chez les communistes de l'époque ¹². Ce pacte dit entre autres choses ceci :

« Nous nous engageons à œuvrer par tous les moyens en notre pouvoir pour qu'à la tête et dans tous les rouages essentiels du C.S.R., principalement à la tête de la C.G.T. quand elle sera en notre pouvoir et sous notre contrôle, nous assurions l'élection, aux postes les plus en vue et responsables, tant au point de vue des conceptions théoriques qu'à celui de l'action pratique, des camarades purement syndicalistes révolutionnaires, autonomistes et fédéralistes. »

Régulièrement, certains puristes du syndicalisme révolutionnaire ressortent ce « pacte » des placards pour stigmatiser les « anarcho-syndicalistes » manipulateurs et les couvrir de honte. Mais ce pacte, *il faut le revendiquer*. Besnard et ses camarades ont fait exactement ce qu'il fallait faire !!! Le problème est qu'il l'ont fait très maladroitement (manque d'expérience ?), et qu'ils ont échoué.

Les dispositions de ce « Pacte » peuvent certes choquer, parce qu'elles rompent avec une vision angélique du syndicalisme, mais à cette époque-là, une telle vision n'avait plus cours. Elle avait d'autant moins cours que les communistes français de l'époque, leurs conseillers soviétiques et Lozovsky lui-même (président de l'Internationale syndicale rouge) s'évertuaient à dire que la charte d'Amiens et l'indépendance syndicale étaient des notions dépassées !!! Ceux qui s'indignaient de ce pacte passaient sous silence les « Conditions d'admission à l'Internationale communiste » décidées *huit mois plus tôt* (juillet 1920), et dont l'une des clauses dit :

« Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti. »

Est donc mise en place par les communistes une stratégie de pénétration dans toutes les structures de la classe ouvrière en vue d'en prendre le contrôle. Aucun militant syndicaliste révolutionnaire de l'époque ne pouvait ignorer l'existence de cette politique. Tous ceux qui prirent la décision de soutenir la politique du gouvernement soviétique et de ses institutions internationales, aussi bien l'Internationale communiste que l'Internationale syndicale rouge, savaient nécessairement. Aussi lorsque Monatte s'indignait que le « Pacte » ¹³ des

11. Sur cette personnalité significative du mouvement ouvrier français, voir Bruce Vandervoort, *Victor Griffuelhes and French Syndicalism, 1895-1922*, Baton Rouge, 1996. [Note de R. Tosstorff]

12 Voir le texte de ce « Pacte » sur <http://monde-nouveau.net/spip.php?article596>.

13 Voir: Monatte dans *L'Humanité* du 22 juin 1922 : « Leur “Pacte”, c'est la négation et la destruction du syndicalisme ». (<http://monde-nouveau.net/spip.php?article595>)

syndicalistes révolutionnaires allait à l'encontre de la charte d'Amiens, il savait très bien ce qu'il en était.

Le « Pacte » de Besnard n'est rien d'autre que la réplique à cette attaque généralisée du communisme contre le mouvement syndical. Une réplique très maladroite. En outre, ils ont fait une ânerie pas croyable : ils ont rédigé un texte expliquant ce qu'ils allaient faire, et en plus, ils l'ont signé ! C'est confondant de maladresse parce qu'il eût été bien plus intelligent de la proclamer publiquement, plutôt que d'en faire une chose secrète ! En outre, les signataires de ce « pacte » se sont montrés d'une naïveté invraisemblable en s'imaginant que l'information n'allait pas circuler. Et naturellement, leur « pacte » a été publié au moment même où ça arrangeait le plus ses adversaires : à la veille du congrès de la CGTU... Un hasard ???

Concluons sur Griffuelhes. C'était certes un « vétéran » de la CGT : il avait été à sa tête de 1901 à 1909 et en avait été un acteur décisif pendant la période héroïque de la confédération, et je ne pense pas que les militants de 1920 l'aient oublié, d'autant qu'il était alors un militant actif des Comités syndicalistes révolutionnaires, dans lesquels il avait soutenu les libertaires. Dire qu'il était « marginalisé » dans la CGT, c'est donc aller un peu vite en besogne. Il avait ensuite collaboré à la *Vie ouvrière*. A-t-il « orchestré » le « Pacte » ? Alors que Tosstorff est affirmatif, le « Maitron en ligne » se contente de dire qu'il « *semble* avoir été à l'origine du fameux “Pacte” secret ». *Le fait est qu'il n'en est pas le signataire*, ce qui est surprenant pour un militant qui l'aurait « orchestré ». A titre strictement personnel, je dirai que, bien plus expérimenté que la plupart des signataires du Pacte, s'il l'avait effectivement « orchestré » il aurait probablement mieux fonctionné.

◆ Concernant les syndicalistes révolutionnaires qui se sont ralliés à Moscou

Pour aller vite, je dirais que le syndicalisme révolutionnaire était divisé en deux courants :

– L'un « orthodoxe » constitué principalement d'anarchistes, qui s'en tenaient aux principes initiaux du mouvement : action directe, etc. Ce sont peut-être ceux-là que Tosstorff désigne comme les « “anarchistes idéologiques”, ces syndicalistes révolutionnaires qui étaient, d'une manière ou d'une autre, liés aux groupes affinitaires anarchistes ».

– L'autre « moderniste » qui considérait qu'il fallait s'adapter aux temps et envisager d'autres approches de la lutte des classes et d'autres formes d'organisation.

Je pense qu'on peut dire que ces deux courants sont personnifiés par deux hommes : le premier par Pierre Besnard, le second par Pierre Monatte.

Les militants syndicalistes révolutionnaires étaient l'objet d'une intense campagne de séduction de la part des bolcheviks, en particulier Trotsky, pour qui « la théorie de la minorité active était, par essence, une théorie incomplète du parti prolétarien. Dans toute sa pratique, le syndicalisme révolutionnaire était un embryon de parti révolutionnaire ; de même, dans sa lutte contre l'opportunisme, le syndicalisme révolutionnaire fut une remarquable esquisse du communisme révolutionnaire ¹⁴. »

Certains militants se laissèrent convaincre par les chants de sirènes des bolcheviks, tout en restant sourds aux avertissements que d'autres militants, surtout anarchistes, lançaient sur la répression en Russie même. Tosstorff a donc raison de dire que des divergences d'opinion étaient apparues, « pas seulement entre les représentants syndicaux russes et tous les autres, mais aussi parmi les syndicalistes révolutionnaires. » Le courant Monatte se sépara du courant syndicaliste

¹⁴ Trotsky, « Communisme et syndicalisme », octobre 1929.

révolutionnaire pour fusionner avec le communisme. C'était pour les bolcheviks une recrue inespérée, car il disposait d'un énorme crédit auprès de la classe ouvrière française. Le naïf Monatte adhéra en mai 1923 au parti communiste, où il occupa quelque fonction – adhésion saluée par Trotski comme un fait de première importance. Mais il fut rapidement exclu (le 8 décembre 1924) une fois qu'il fût devenu inutile, sans avoir bien compris pourquoi. Il fut accusé d'avoir participé à « l'offensive antiprolétarienne et anticommuniste menée par les forces combinées du fascisme démocratique et du Bloc des Gauches fascisé »¹⁵.

Précisons que si Monatte avait été partisan de l'adhésion de la CGTU à l'ISR, il faisait partie d'un syndicat où se trouvaient beaucoup d'anarchistes et qui n'avait pas scissionné. Dans l'ensemble, les anarchistes ne furent pas favorables à la scission, de même qu'ils furent opposés à la scission de 1926 qui conduisit à la création de la CGT-SR.

Monatte qui, dans *L'Humanité*, avait très durement traité les partisans du « Pacte » syndicaliste révolutionnaire, y fut à son tour très durement traité par ses anciens camarades de parti¹⁶. Il est possible que Monatte ait fait les frais des revirements de la politique de cette Internationale communiste à laquelle il avait préconisé l'adhésion. À la suite de l'échec catastrophique de sa politique en Allemagne, l'IC devait trouver des boucs émissaires. Il y eut des purges dans les partis allemand, polonais et suédois. En France, Monatte, Rosmer et Souvarine furent remplacés par deux protégés de Zinoviev.

Tosstorff écrit qu'« une partie importante des syndicalistes révolutionnaires qui avaient préconisé une alliance avec les bolcheviks furent parmi les premiers à se rebeller contre la “bolchevisation” et la stalinisation de l'Internationale communiste. » Je ne suis pas certain, contrairement à ce que pense Tosstorff, que les syndicalistes révolutionnaires qui passèrent au communisme revinrent en grand nombre à leurs premières amours. Quelques-uns des ténors du mouvement qui s'étaient ralliés désavouèrent la communisme russe, une grande partie des militants anonymes constituèrent les cadres intermédiaires du parti communiste et de la CGT. C'est sans doute ce qui explique que, encore dans les années 60, les dirigeants staliniens du PC se plaignaient que les communistes des structures intermédiaires de la CGT avaient tendance à prioriser l'action syndicale à l'action du parti. La direction du Parti communiste fut longtemps constituée d'anciens syndicalistes révolutionnaires : ceux qui ne furent pas exclus et qui ne se « rebellèrent » pas. Monatte, lui, de ne « rebella » pas contre la bolchevisation du parti ; il en fut exclu.

◆ Le modèle du « marxisme orthodoxe » des social-démocrates

Je suis surpris par la réflexion de Tosstorff sur les bolcheviks qui se « conformaient au modèle du “marxisme orthodoxe” des social-démocrates allemands dans leur rejet catégorique du syndicalisme. » En effet, la social-démocratie « orthodoxe », celle qui est formée sur le modèle allemand, n'a aucun « rejet catégorique » pour le syndicalisme. Le fondement même du modèle social-démocrate repose sur la *division du travail* : au syndicat la lutte revendicative, au parti la lutte politique. Cette division du travail a d'ailleurs fourni le prétexte aux socialistes allemands pour rejeter toutes les propositions de la CGT en vue d'organiser une grève générale commune en cas de déclenchement d'une guerre : camarades français, voyez cela avec le parti socialiste français, leur répondait-on. Il va de soi que lorsqu'on définit une telle division du travail, il se crée de fait une hiérarchie : le rôle principal (politique) revient au parti. Les syndicalistes

¹⁵ Cf Colette Chamberlain, *Pierre Monatte: une autre voix syndicaliste*, Editions de l'Atelier/La Part des Hommes, p. 146.

¹⁶ Cf. « Pierre Monatte, saboteur du mouvement ouvrier », *L'Humanité*, 11 septembre 1925. <http://monde-nouveau.net/spip.php?article593>.

révolutionnaires contestaient cette division du travail que social-démocrates réformistes (SPD) et radicaux (bolcheviks) partageaient tout à fait. L'idée développée par Lénine dans *Que faire ?*, pour qui la classe ouvrière ne pouvait accéder qu'à une conscience « trade-unioniste » (c'est-à-dire revendicative, syndicale), et que la conscience révolutionnaire ne pouvait lui venir que par l'intermédiaire des intellectuels bourgeois, cette idée lui vient directement de Karl Kautsky.

L'opposition des communistes russes aux scissions n'était pas leur point de vue initial. Dans un premier temps ils pensaient que la révolution mondiale allait balayer les organisations réformistes et se préoccupaient peu de ménager les susceptibilités des uns et des autres. Ils étaient convaincus que le mouvement ouvrier international allait sanctionner les réformistes qui avaient soutenu la guerre en affluant dans les jeunes partis communistes. Ce ne fut pas le cas. D'une part les partis communistes qui s'étaient créés n'avaient regroupé que des éléments issus du mouvement socialiste, hétérogènes, voire opportunistes, pas beaucoup d'ouvriers sinon des jeunes militants enthousiastes et sans expérience. Les militants expérimentés et endurcis se trouvaient dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire.

Ensuite, l'écrasante majorité du prolétariat, loin de « sanctionner » les réformistes, restèrent dans leurs organisations traditionnelles, en particulier en Allemagne.

Les communistes russes durent se rendre à l'évidence : loin de s'étendre, la révolution reflua. Il n'était donc plus question de créer des syndicats révolutionnaires mais minoritaires : il fallait pénétrer dans les syndicats réformistes et en prendre le contrôle. C'est la 9^e condition d'admission dans l'Internationale communiste : créer des fractions communistes dans les organisations de masse. L'un des principaux points de friction dans les discussions, au sein de l'IC et de l'ISR entre communistes et syndicalistes révolutionnaires se trouvait là. Dire par conséquent que « les communistes étaient partisans d'une organisation syndicale unifiée », qu'ils étaient « opposés aux scissions et à l'idée de quitter les syndicats existants » est exact, à condition de préciser qu'ils n'avaient pas toujours pensé ainsi, et qu'ils ne pensaient ainsi que pour des raisons tactiques. C'était leur fameuse stratégie de « front unique ». Si Tosstorff peut dire que « les communistes représentaient une tendance significative dans le mouvement ouvrier international », il ne faut pas entendre le qualificatif de « significatif » dans un sens trop étendu : Pour ce qui est de la France, le parti communiste (en France) représentait relativement peu de chose : environ un peu plus de 100 000 adhérents à sa fondation, mais avec des effectifs en baisse constante jusqu'à moins de 50 000 en 1933.

Les effectifs remonteront au moment des grands conflits sociaux de 1935-1936, pour tomber à zéro en 1940. Après la guerre, les effectifs remontent spectaculairement jusqu'en 1947. Ce n'est donc qu'après la Seconde Guerre mondiale que le parti communiste aura l'aspect d'un grand parti de masse, hégémonique dans la classe ouvrière. Cette hégémonie sera sérieusement remise en cause lorsque le parti décidera, en 1972, de faire une alliance électorale avec le parti socialiste en vue de participer au gouvernement. Ce sera le début de la fin. Ensuite les effectifs du parti s'effondreront après l'implosion de l'Union soviétique.

Quant à la CGT, en 1921 elle avait 700 000 adhérents. Après la scission de 1922, la CGTU oscille entre 200 000 et 250 000 adhérents tandis que la CGT confédérée (historique) se maintient autour de 500 000. A la réunification de 1936, lors de laquelle les confédérés dominent, les effectifs atteignent 4 millions (en 1937). Ceux-ci s'effondrent en 1940 pour remonter à 5 millions en 1946, dans un contexte où les communistes vont dominer pendant plusieurs décennies.

bien que les dirigeants bolcheviks, comme Trotski, eurent insisté sur le fait qu'elle n'était pas très différente du concept syndicaliste révolutionnaire de « minorité agissante ». En effet, alors que les bolcheviks soulignaient la nécessité d'une action politique en tant que levier pour renverser la société capitaliste, les syndicalistes révolutionnaires insistaient sur les moyens économiques et industriels.

le profond fossé qui, chez les syndicalistes révolutionnaires, séparait les « intransigeants » et les forces pro-bolcheviques.

syndicalisme « intransigent ».

Table des matières

Commentaires sur le texte de Reiner Tosstorff.....	1
♦ Anarchistes contre les syndicats.....	1
♦ Adhésion envers la révolution bolchevique.....	3
♦ La CGT contre le congrès de Londres de 1913.....	4
♦ L'affaire du « pacte ».....	6
♦ Concernant les syndicalistes révolutionnaires qui se sont ralliés à Moscou.....	7
♦ Le modèle du “ marxisme orthodoxe” des social- démocrates.....	8